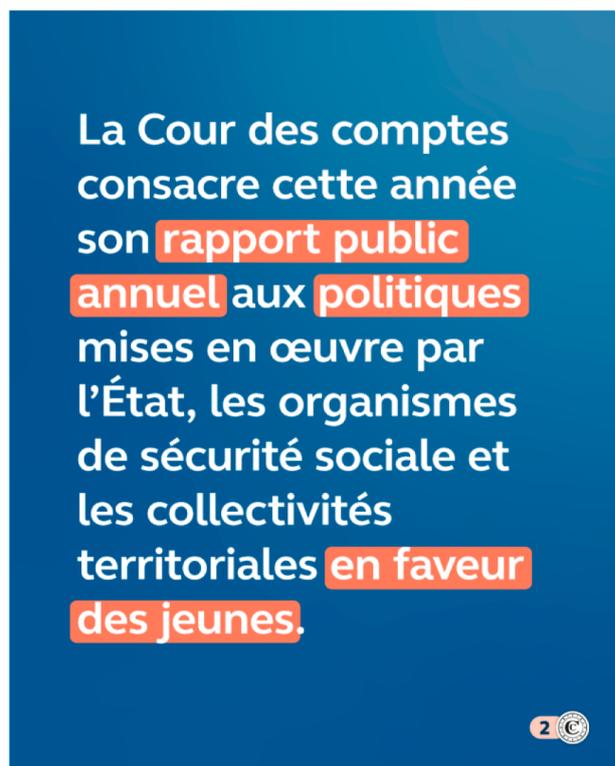


Le rapport 2025 de la Cour des comptes, consacré aux politiques en faveur des jeunes, alerte sur les défaillances persistantes de la politique d'orientation scolaire. Celle-ci ne permet pas de lutter contre les nombreux déterminismes sociaux et territoriaux malgré les moyens importants qui lui sont alloués (8 000 équivalents temps plein et 400 millions d'euros mobilisés annuellement).



L'orientation scolaire demeure très marquée socialement

Dès les premières pages de son [rapport public annuel](#) [1], la Cour des comptes rappelle l'importance cruciale de mettre un place "**un système éducatif de qualité permettant un égal accès à l'enseignement supérieur**, notamment pour les publics les moins favorisés, et qui soit **en mesure de lutter contre les déterminismes sociaux**".

La politique d'orientation est un élément incontournable de cette ambition: elle amène les collégiens et les lycéens à s'interroger et à se projeter vers une poursuite d'études et/ou leur insertion professionnelle.

Or, en France, **l'orientation après la 3ème reste très marquée socialement entre voie générale et technologique et voie professionnelle**. Les choix d'orientation des familles et les décisions des équipes éducatives sont en effet en grande partie liés au niveau scolaire des élèves, lui-même fortement corrélé à leur origine sociale, et ce dès le plus jeune âge. Ainsi, **les élèves des lycées professionnels proviennent encore pour beaucoup de familles peu favorisées**. Ce phénomène est renforcé par deux biais :

- Une tendance chez les familles de milieux défavorisés à choisir moins souvent de s'orienter vers la seconde générale et technologique
- Des décisions des équipes éducatives influencées par le contexte social de l'élève

Les difficultés identifiées pour concrétiser une politique

d'orientation

Si l'on observe une hausse des demandes des familles pour une formation professionnelle après la 3^{ème}, illustrant un progrès dans la valorisation de la voie professionnelle, **le secteur industriel continue de souffrir d'un important déficit d'image. Les jeunes concernés ressentent encore fréquemment cette orientation comme "subie"**.

La Cour des comptes souligne par ailleurs que **plus d'un tiers des collégiens et un quart des lycéens se disent insatisfaits des informations et conseils reçus pour s'orienter**. Près de 20% des bacheliers qui poursuivent leurs études regrettent leur choix d'inscription.

Pour expliquer cela, le rapport évoque notamment **l'absence de moyens fléchés aux heures dédiées à l'accompagnement et à l'orientation dans les établissements scolaires**. Depuis 2018, la mission d'orientation est confiée en priorité au professeur principal mais cette évolution n'a pas été suffisamment accompagnée en matière de formation.

Une confusion dans la répartition des compétences entre l'Etat et les régions

La Cour des comptes souligne la **nécessité de clarifier les compétences des régions en matière d'orientation**, d'autant plus que cette politique est très fortement liée à celle de la formation et se doit d'être adaptée aux besoins locaux de l'économie et de la société.

Le rapport met également en lumière **le manque de lisibilité de l'offre de formation : les libelés des 363 diplômes de formations professionnelles recensés peuvent être source "d'incompréhensions et de désillusions"** chez les lycéens.

Cour des comptes



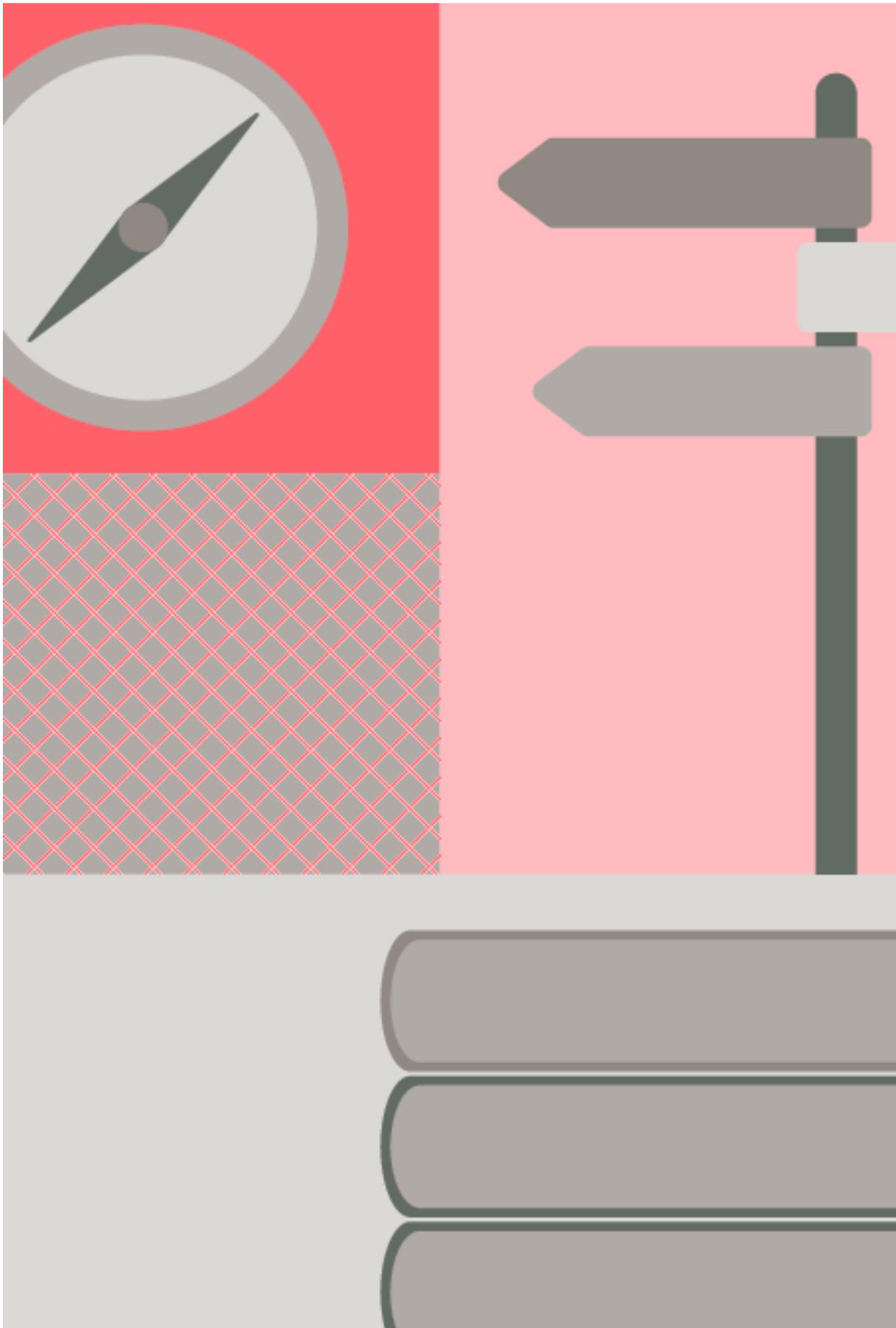
Chambres régionales
& territoriales des comptes



Rapport annuel 2025 de la Cour des comptes: Synthèses

Poids : 2.51 Mo

[Téléchargement](#) [2] [Favoris +](#) [3]



Rapport annuel 2025 de la Cour des comptes: L'orientation au collège et au lycée

Poids : 788.48 Ko

[Téléchargement](#) [4] [Favoris +](#) [3]

Revue d'actualités

- **Localtis** (19 mars 2025): [Cour des comptes - L'orientation : une politique sans boussole](#) [5]
- **Vie Publique** (27 mars 2025) : [Orientation scolaire : Parcoursup, Mon Master](#) [6]
- **Régions de France** (24 mars 2025): [Rapport de la Cour des comptes sur l'orientation scolaire : attribuer la compétence pleine et entière aux Régions](#) [7]
- **Localtis** (24 mars 2025): [Orientation scolaire : les régions revendiquent une compétence pleine et entière](#) [8]



Dates: Mercredi 26 mars 2025 - 14:45
Thématiques: [Emploi, Insertion, Formation](#) [9]
[Education](#) [10]
[Jeunesse, Famille, Parentalité](#) [11]
Publié le 26 mars 2025

URL de la source (modifié le 02/04/2025 - 15:06): <https://www.irev.fr/actualites-0/les-limites-de-la-politique-dorientation-pointees-par-la-cour-des-comptes>

Liens

- [1] <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2025>
- [2] https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/20250319-rpa2025-syntheses_1.pdf
- [3] <https://www.irev.fr/javascript%3A%3B>
- [4] <https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/20250319-rpa2025-volume1-orientation-college-lycee.pdf>
- [5] <https://www.banquedesterritoires.fr/cour-des-comptes-lorientation-une-politique-sans-boussole>
- [6] <https://www.vie-publique.fr/rapport/297889-orientation-scolaire-parcoursup-mon-master-selection-de-rapports>
- [7] <https://regions-france.org/communiqu-de-presse-rapport-de-la-cour-des-comptes-sur-lorientation-scolaire-attribuer-la-competence-pleine-et-entiere-aux-regions/>
- [8] <https://www.banquedesterritoires.fr/orientation-scolaire-les-regions-revendiquent-une-competence-pleine-et-entiere>
- [9] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3682>
- [10] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3681>
- [11] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3686>